

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

Dijon, le 08/07/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MAGGIONI S.A.

Le Joannot - Les Cinquante Journaux -
21110 Genlis

Références : 2024-258
Code AIOT : 0005402421

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement MAGGIONI S.A. implanté Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis.

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées. Elle a pour principal objectif de faire le point sur les suites de l'inspection de 2023 et la gestion des déchets inertes.

Le référentiel réglementaire pour cette inspection est le suivant :

- Arrêté préfectoral du 23/11/2011 autorisant la société L. MAGGIONI à exploiter une carrière alluvionnaire sur le territoire de la commune de Genlis
- Arrêté préfectoral complémentaire n°64 du 18/01/2022
- Arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières
- Arrêté du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGGIONI S.A.

- Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 Genlis
- Code AIOT : 0005402421 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La carrière est une sablière exploitée en eau, dont la remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation, prévoit le remblaiement jusqu'au terrain naturel avec des déchets inertes extérieurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4		Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
3	Déchets admissibles	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2.1, 2.5.2.2.3 + article 12.3 de l'AM du 22/09/1994		Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours
5	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9, art. 1 et 6 de l'AM du 31/05/2021	/	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.2 modifié		
4	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La clôture périphérique est endommagée à 2 endroits. Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande pour le remplacement des parties endommagées.


Les boues constituées par les fines de lavage des matériaux sur l'installation de Bressey-sur-Tille constituent des déchets inertes extérieurs pour lesquels il n'est pas réalisé une procédure d'acceptation préalable, alors qu'elle est nécessaire en application de l'article 2.5.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011 et de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Le registre des déchets entrants ne contient pas les informations prévues par l'arrêté ministériel du 31/05/2021, et notamment :


- le code déchet et la nature des déchets ne sont que partiellement complétés ;
- les informations relatives aux expéditeurs, aux transporteurs, aux éventuels éco-organismes ou intermédiaires, des déchets ou terres excavées, et aux opérations de traitement réalisées sur le site, ne figurent pas dans les registres des années 2023 et 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques - Conduite de l'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2 m et sur une épaisseur moyenne de 2 m.</p> <p>L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier. Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement.</p>
Constats : <p>Lors des visites de 2022 et 2023, il a été constaté que les plans d'exploitation ne comportaient pas de bathymétrie, ce qui ne permettait pas de fiabiliser les profondeurs d'extraction estimées par l'opérateur.</p> <p>Par courriel du 27/06/2024, l'exploitant a transmis une version du plan d'exploitation du 20/02/2024 comprenant la bathymétrie. La profondeur maximale d'extraction figurant sur ce plan est de l'ordre de 2 m.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 2 : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques - Clôture et barrières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite en 2023, il a été constaté que la clôture avait vraisemblablement été découpée, puis qu'un arbre était tombé au niveau de cette zone, l'endommageant encore plus et permettant un accès relativement facile sur le site.</p> <p>NON-CONFORMITÉ : Lors de la visite, il est constaté que la clôture au niveau de cette zone est encore endommagée et permet un accès relativement facile au site (même si la végétation est plus développée que lors de la précédente visite). Il est également constaté qu'un poteau est tombé à proximité de l'aire étanche, entraînant avec lui la clôture au sol.</p> <p>Par courriel du 26/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection une commande en date du 26/06/2024 pour le remplacement d'un poteau et de 6 m de grillage.</p> <p>DEMANDE DE JUSTIFICATIF : Il est demandé à l'exploitant de justifier la réalisation des travaux de remise en état de la clôture.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 Jours

N° 3 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2.1, 2.5.2.2.3 + article 12.3 de l'AM du 22/09/1994
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets admissibles :
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 23/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :• Date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : <u>Article 2.5.2.2.1 de l'APA du 23/11/2011 :</u> Le remblaiement des excavations doit être réalisé exclusivement au moyen de matériaux minéraux inertes d'origine naturelle, non valorisable et non réutilisable sur leur lieu de provenance : - Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés) ; - Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe). <u>Article 2.5.2.2.3 de l'APA du 23/11/2011 :</u> Pour tout déchet non dangereux inerte ne relevant pas des articles 2.5.2.2.1 et 2.5.2.2.2 et avant son arrivée dans l'installation, le producteur du déchet suit une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaire sur la possibilité d'accepter ce déchet dans l'installation. <u>Article 12.3 de l'AM du 22/09/1994 :</u> II. - Les déchets utilisables pour le remblayage sont : - les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local ; - les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé, y compris le cas échéant son article 6.
Constats : Lors de la précédente visite en 2023, il a été constaté que les fines de lavage des matériaux de la carrière sont ramenées sur le site pour le remblaiement de la carrière. Il a donc été indiqué à l'exploitant que, dans la mesure où elles sortent de l'emprise de la carrière, ces fines de lavage sont à considérer comme des déchets provenant de l'extérieur. Il a par ailleurs été demandé à l'exploitant de justifier (notamment au travers de la procédure d'acceptation préalable) que les fines ramenées sur le site correspondent uniquement aux fines de lavage des matériaux issus de la carrière de Genlis, que le

lavage et le pressage ne contaminent pas les fines et qu'elles conservent leur caractère inerte. Il a également été demandé à l'exploitant d'indiquer les modalités de traçabilité de ces fines.

Par courriels des 18/06/2024 et 26/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des documents synthétisant des résultats d'analyses de boues de lavage réalisées le 05/06/2024. Les résultats apparaissent comparés aux valeurs limites de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

DEMANDE DE JUSTIFICATIF : Il est demandé à l'exploitant de justifier que les analyses des boues ont été réalisées conformément aux critères fixés par l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susmentionné (test de lixiviation normalisé NF EN 12457-2).

Lors de la visite, l'exploitant apporte les précisions suivantes :

- les carrières MAGGIONI de Genlis et de Tréclun sont exploitées par le même personnel et avec le même matériel d'exploitation, elles ne peuvent donc pas être exploitées simultanément ;
- les matériaux extraits sur ces 2 carrières sont traités par l'installation exploitée par la société MAGGIONI à Bressey-sur-Tille, sur laquelle les stocks sont limités en quantité et en temps (le stockage étant plutôt privilégié sur le site d'extraction), ce qui permet de s'assurer que les fines de lavage retournent sur leur site d'origine (à l'exception des premiers jours lors du changement de site d'exploitation, ce qui représente des quantités limitées selon les déclarations de l'exploitation) ;
- des matériaux provenant de la carrière de Prenoys sont également traités au sein de l'installation de Bressey-sur-Tille et peuvent être à l'origine de fines de lavage, toutefois l'exploitant indique que les matériaux provenant de la carrière de Prenoys sont triés sur le site d'extraction afin de contenir le moins de fines possible ;
- les matériaux sont traités et lavés uniquement avec de l'eau au sein de l'installation de Bressey-sur-Tille ;
- les seuls produits utilisés dans le procédé de décantation sont des flocculants. Par courriel du 26/06/2024, l'exploitant a transmis la fiche de données de sécurité du flocculant utilisé. Elle indique que le produit n'est pas dangereux et ne contient pas de substances dangereuses, mais également que « *l'ingrédient actif est un polymère hydrosoluble de haut poids moléculaire [qui] s'adsorbe rapidement et de manière irréversible aux substrats, au carbone organique dissous et/ou aux particules en suspension, formant un adduit insoluble qui précipite dans la colonne d'eau ; Cet adduit est totalement éliminé du flux d'eaux usées pendant le traitement de l'eau et/ou la déshydratation des boues et ne sera pas déversé dans les eaux de surface* ».

Par ailleurs, l'exploitant a fait procéder à des analyses de fines de lavage (boues) le 05/06/2024. Les résultats de ces analyses ne font pas apparaître de dépassement des critères à respecter pour l'acceptation de déchets non dangereux inertes figurant en annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 susmentionné.

NON-CONFORMITÉ : Les boues constituées par les fines de lavage des matériaux sur l'installation de Bressey-sur-Tille constituent des déchets inertes extérieurs pour lesquels il n'est pas réalisé une procédure d'acceptation préalable, alors qu'elle est nécessaire en application de l'article 2.5.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23/11/2011 et de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.


Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 Jours

N° 4 : Document d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets admissibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 18/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection 3 documents d'acceptation préalable (DAP) dont 2 ne comportent pas les informations requises en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014. Lors de la visite, l'exploitant indique que ces DAP étaient celles utilisées par l'entreprise MAGGIONI avant son rachat par la société PENNEQUIN, mais que depuis le rachat, le modèle utilisé est celui correspondant à la 3^e DAP transmise, qui comporte les informations prévues par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.</p> <p>Pour les déchets admis en 2023 dont l'origine apparaît dans le registre des déchets entrants, les DAP transmises dataient de moins d'un an à la date d'admission des déchets.</p>
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9, art. 1 et 6 de l'AM du 31/05/2021
Thème(s) : Risques chroniques - Déchets admissibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 9 de l'AM du 12/12/2014</u></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><i>[NOTA : L'AM du 29/02/2012 a été abrogé et remplacé par l'AM du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement, à compter du 01/01/2022].</i></p> <p><u>Article 1 de l'AM du 31/05/2021</u></p> <p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.</p> <p>Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du déchet [...] <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none">- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...]- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p>

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; [...]

Article 6 de l'AM du 31/05/2021

Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants.

Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :

- la date de réception ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ;
- les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;
- lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; [...]
- la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ;
- la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en

cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ;

- l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ;

- la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ;

- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ;

d) Concernant l'opération de traitement :

- le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ;

- lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; [...]

Constats :

Par courriel du 18/06/2024, l'exploitant a transmis à l'inspection le registre des déchets entrants pour les années 2023 et 2024.

NON-CONFORMITÉ :

- Le registre des déchets entrants pour l'année 2023 ne fait apparaître le code déchet et la nature des déchets que pour un nombre limité d'apports (en nombre : moins de 10 % des apports, et en quantité : de l'ordre d'1/3 des tonnages admis).

- Le registre des déchets entrants pour l'année 2024 ne fait apparaître ni le code déchets, ni la nature des déchets, seules les quantités de déchets admis figurent dans le registre.

- Les informations relatives aux producteurs, aux expéditeurs, aux transporteurs, aux éventuels éco-organismes ou intermédiaires, des déchets ou terres excavées, et aux opérations de traitement réalisées sur le site, ne figurent pas dans les registres des déchets pour les années 2023 et 2024. Pour ce qui concerne les éventuelles terres excavées, les informations relatives au lieu de production et au lieu de valorisation ne figurent pas non plus sur les registres 2023 et 2024.

Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il est en capacité de compléter le registre avec les informations correspondantes, car les chauffeurs remplissent un document de suivi de leur activité journalière avec le détail des apports sur le site (ce point est contrôlé par l'inspection lors de l'arrivée d'un camion sur le site).

Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours